
Malaisie: le calvaire des travailleuses dans les plantations de palmier à huile

Les femmes représentent plus de la moitié de la force de travail dans les plantations malaises, où elles sont plus de 30 000. De tous temps, elles ont été embauchées comme travailleuses temporaires non qualifiées, pour effectuer les tâches les plus subalternes et les plus mal rémunérées. L'urbanisation et l'industrialisation ont poussé les hommes et les jeunes à travailler dans les nouvelles zones industrielles, tandis que les femmes restent sur place et continuent d'accepter n'importe quel travail qui leur permette d'accéder à un logement et aux services essentiels que fournit l'entreprise de plantation, et qui seraient autrement hors de leur portée. Ainsi, les femmes ont joué un double rôle, fournissant de la main d'œuvre bon marché et assurant la stabilité sociale.

Au début des années soixante, lorsque la consommation du caoutchouc synthétique contrôlé par les pays industrialisés a augmenté de plus de 60 pour cent dans le monde, les prix du caoutchouc se sont effondrés. Les plantations malaises de caoutchouc n'ont pas supporté la concurrence, et le secteur s'est donc vu forcé de se diversifier en introduisant le palmier à huile comme culture alternative. Par la suite, le pays est devenu le premier producteur et exportateur d'huile de palmier, en un essor qui a soulevé (et soulève toujours) une forte opposition de la part de peuples indigènes tels que les Sarawak, qui défendent leurs terres et leurs forêts traditionnelles contre des programmes de monocultures dévastatrices, qui permettent au pays de s'insérer dans l'économie mondiale mais privent le peuple de ses moyens de subsistance.

La culture du palmier à huile exigeant des "soins intensifs" pour éviter les ravageurs, l'utilisation de pesticides est devenue une condition indispensable. Les femmes ont donc été embauchées pour la pulvérisation de pesticides et de fertilisants; on estime que 30 000 femmes font ce travail dans le pays, et que la plupart d'entre elles sont des Indiennes. L'organisation Tenaganita (ou Force des Femmes) travaille avec les employées des plantations depuis 1991. L'information recueillie sur le travail et la vie des travailleuses des plantations, et les études de cas de leur exploitation en tant que femmes et travailleuses, ont permis à l'organisation de faire connaître le calvaire de ces femmes "empoisonnées et forcées de se taire" dans un rapport rédigé conjointement avec le Réseau d'action contre les pesticides (Pesticide Action Network) d'Asie et du Pacifique. (Le rapport complet est disponible dans http://www.evb.ch/index.cfm?page_id=1300).

L'étude révèle que les appareils de pulvérisation ont des fuites et sont mal entretenus, que le service médical et l'infrastructure de premier secours des plantations sont déficients, et que les travailleurs ne disposent absolument pas de tenues de protection. Surtout dans le cas des femmes, l'absence de contrôle médical et le manque absolu de compréhension de la manière dont elles sont affectées par ces produits chimiques rendent difficile toute évaluation des effets qu'ils ont sur elles, sur leur santé reproductive et sur leurs enfants à naître. Pourtant, ces effets sont bien réels.

La peau est l'organe le plus large du corps; 90% de l'exposition aux pesticides se produit à travers la peau. Or, la peau des femmes est fine, ce qui favorise un taux de pénétration élevé des produits chimiques dans le corps. D'autre part, très peu de femmes savent que le point d'absorption le plus important est la région génitale. Après la pulvérisation elles éprouvent des sensations de brûlure

intense au vagin, mais souffrent en silence parce qu'elles ont honte d'en parler aux assistants de l'hôpital, qui sont en général des hommes. Le problème passe donc inaperçu. Quant aux symptômes courants tels que la fatigue, le mal au dos, les maux de tête intenses, les nausées, l'étourdissement, l'oppression et le mal de poitrine ou l'inflammation des seins, ils sont révélateurs de l'exposition à des pesticides organophosphorés ou au carbamate.

A propos des responsables, le rapport souligne que les propriétaires et les administrateurs des plantations prennent les décisions concernant les tâches, les méthodes de pulvérisation, le type de pesticides à utiliser, les services de santé et les mesures à mettre en place lorsque des plaintes sont portées. L'industrie des plantations n'a pas de comité de sécurité, et n'a pas adhéré non plus aux dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Et ce qui est encore plus grave, c'est qu'elle ne fournit pas aux travailleurs les informations nécessaires sur les poisons qu'ils manipulent et utilisent. Elle continue à utiliser les pesticides les plus toxiques, tout en connaissant les dangers qu'ils impliquent. Elle a d'ailleurs mis en place des stratégies pour éviter d'avoir des comptes à rendre: la pulvérisation a été incluse dans la catégorie des "travaux sous-traités". De ce fait, les travailleuses se trouvent sous la supervision directe du sous-traitant. Beaucoup d'entre elles d'ailleurs restent des employées temporaires, et l'industrie échappe ainsi à toute responsabilité. Son seul souci est le gain, et cela n'inclut pas les vies des travailleurs qui génèrent la richesse des entreprises.

Quant à l'industrie des pesticides, qui a des rapports étroits avec l'industrie des plantations, s'il est vrai qu'elle n'a pas de contact direct avec les travailleurs, elle est pourtant responsable de garantir que les pesticides qu'elle fabrique et distribue n'empoisonneront pas les utilisateurs, la population en général ou l'environnement. Pourtant, elle n'a pas pris de mesures à ce sujet ou elle a été trop lente à les prendre, et elle a souvent été plus énergique à nier l'existence d'une quelconque intoxication.

Le Comité des pesticides et le Département de la santé et de la sécurité du travail ont la responsabilité de garantir la sécurité et la protection des travailleurs contre ces produits toxiques. Il y a un manque général de contrôle de la vente, l'utilisation et l'impact des poisons dans les plantations. La faiblesse dans l'application des réglementations dans ce domaine a conduit à l'empoisonnement quotidien des travailleuses. D'autre part, le personnel médical ou sanitaire manque de la formation nécessaire au traitement de l'intoxication par des pesticides. Ainsi, le gouvernement lui-même est responsable de la crise actuelle de la santé des femmes chargées de la pulvérisation dans les plantations.

Le Syndicat national des travailleurs des plantations (National Union of Plantation Workers - NUPW) est intégré à 60% par des femmes, mais n'a pourtant pas réussi à confronter la réalité épouvantable des travailleuses et leur exposition quotidienne aux poisons. La direction a négocié des salaires légèrement plus élevés pour celles qui appliquent les pesticides, ce travail étant considéré comme "de haut risque". Le manque de perspective de genre se reflète dans l'inexistence de programmes pour la femme, et par l'absence de femmes dirigeantes au sein du Syndicat lui-même.

L'embauche de travailleurs migrants, pour la plupart sous le régime de la sous-traitance, est un grave problème. Les opérations sont souvent sous-traitées par l'intermédiaire de compagnies ou d'agents qui fournissent la main d'œuvre pour les diverses tâches à effectuer, mais ces travailleurs ne deviennent pas des employés des plantations. Ils ne sont pas protégés par les lois du travail, ont une grande mobilité et encourent le danger permanent d'être arrêtés, détenus et déportés. Ils sont donc eux aussi très vulnérables, confrontés à des risques de santé graves et sans accès à des traitements ni à l'assistance médicale.

En définitive, la réduction ou la prévention de la toxicité relative à l'utilisation de pesticides dans le

pays impliquerait, parmi d'autres mesures, l'interdiction et/ou la restriction stricte de l'utilisation de produits dangereux tels que les pesticides, la promotion de méthodes alternatives au contrôle chimique des ravageurs dans le pays, et l'intégration de la perspective de genre dans l'analyse des risques du travail inhérents aux pesticides.

Une organisation de femmes s'est exprimée avec force. Elle a donné une voix à celles qui sont "forcées de se taire", visant à contrecarrer les effets nocifs d'un mauvais modèle de production, celui des plantations de monocultures à grande échelle, qui est artificiel et dangereux, qui aggrave l'exclusion de la femme et ne rapporte aucun bénéfice au peuple en général.

Article basé sur: "Poisoned and Silenced. A Study of Pesticide Poisoning in the Plantations", Tenaganita, adresse électronique: tenaganita@yahoo.co.uk, ou tnita@hotmail.com, http://caramasia.gn.apc.org/tn_page0.html; et Pesticide Action Network (PAN) Asia and the Pacific, adresse électronique: panap@panap.net, <http://www.panap.net>.